

wealth, l'Inde et le Pakistan, notamment, ont été à même de fournir une certaine assistance technique dans les domaines dont la connaissance leur est familière et où ils ont acquis de l'expérience. Tous les pays africains du Commonwealth, indépendants ou non, peuvent recevoir une aide en vertu de ce programme.

Comme c'était le cas dans le cadre de tous les programmes élargis d'assistance du Canada, les subventions au SCAAP ont été portées de \$6,500,000 en 1964-1965 à \$9,500,000 en 1965-1966; l'aide affectée aux prêts de développement a augmenté de \$4,500,000 à \$5,000,000. En 1965, le premier prêt canadien à l'Afrique, au titre du développement, au montant de \$3,500,000, a été consenti au Nigéria; au début de 1966, deux prêts totalisant \$2,450,000 ont été consentis à la Tanzanie. Une subvention alimentaire de farine de blé, d'une valeur de deux millions, a été accordée au Ghana.

Les programmes d'assistance technique reçoivent toujours une attention particulière. Au cours de 1965-1966, 436 instituteurs, professeurs et conseillers techniques canadiens étaient en poste en Afrique, tandis que 526 étudiants africains recevaient une formation scolaire ou technique au Canada. Ceci représente une importante augmentation sur l'année précédente du Programme d'assistance technique.

L'assistance-capital fournie par le Canada se concentre sur les projets auxquels le pays bénéficiaire accorde une forte priorité et dans lesquels le Canada a acquis de fortes connaissances techniques. Les projets comprennent la cartographie et les levés aériens, l'inventaire des forêts, les relevés dans le domaine des pâtes et papiers et de la mise en valeur des produits forestiers, l'irrigation et la remise en valeur des terres, la formation médicale et les recherches sur le blé, les levés géologiques et la prospection, ainsi que la fourniture du matériel destiné aux écoles ou aux parcs nationaux. Une importante réalisation conjointe canado-ghanaienne a été l'aménagement du Centre de formation professionnelle à Accra (y compris la construction, l'équipement et les effectifs) dont la part estimative du Canada s'est élevée à \$1,155,000. Le Centre a été inauguré officiellement en juillet 1966. Un établissement analogue est prévu pour Benin City au Nigéria.

Programme des bourses d'études et de perfectionnement du Commonwealth. A la Conférence commerciale et économique du Commonwealth, tenue à Montréal en septembre 1958, on a proposé le Programme des bourses d'études et de perfectionnement du Commonwealth. La Conférence avait projeté la création de 1,000 bourses, dont la moitié à la charge de la Grande-Bretagne et le quart, à la charge du Canada. Les modalités du projet furent établies à la Conférence de l'enseignement du Commonwealth, tenue à Oxford en 1959. Le but recherché était d'enrichir la vie intellectuelle de chaque pays du Commonwealth en permettant à ses étudiants les plus brillants de profiter de toutes les ressources éducatives que le Commonwealth met à leur disposition de manière à faciliter l'égalité d'accès aux hautes sphères du savoir. Dans l'année académique 1965-1966, 222 boursiers du Commonwealth se trouvaient au Canada et depuis le début du programme au cours de l'année scolaire 1960-1961, 563 boursiers sont venus au Canada pour y poursuivre des études avancées.

Des mesures ont été prises en 1965 pour que la participation canadienne au programme comporte la création de bourses de recherches et de bourses de tournées. Il est question d'accorder chaque année trois bourses de recherches pour une année scolaire entière et cinq bourses de tournées pour des périodes plus courtes. Ces dernières bourses sont destinées à des éducateurs venant d'autres pays du Commonwealth afin qu'ils puissent visiter les universités et autres institutions d'enseignement canadiennes pour y poursuivre des investigations, des études ou des recherches dans leurs domaines propres. Au cours de l'année académique 1965-1966, on a décerné quatre bourses de tournées et trois bourses de recherches.

Aide à l'enseignement dans les États africains d'expression française.—En avril 1961, le gouvernement canadien faisait connaître qu'il se proposait d'offrir aux États francophones d'Afrique de l'aide dans le domaine de l'enseignement, et en conséquence,